

L'Humanité



Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 386

Mercredi 17 décembre 1975

LA PROVOCATION CONTRE LA CFDT

Plus le temps passe et plus il est clair que dans l'affaire des inculpations pour «démoralisation de l'armée», la CFDT a été victime d'une provocation dont les trotskystes et les dirigeants révisionnistes du PCF sont les premiers responsables.

Car certaines questions s'imposent une semaine après le début des perquisitions dans les locaux syndicaux de la CFDT et l'arrestation de certains responsables. Par exemple, pourquoi seule la CFDT a-t-elle été touchée par la répression alors que la plupart du temps la propagande antimilitariste a été conjointement patronnée par des unions départementales CFDT et CGT ?

Autre question : pourquoi Georges Séguy vient-il de réaffirmer son refus de toute riposte unitaire aux attaques anti-CFDT ? Ou encore pourquoi les trotskystes responsables de l'activité de désagrégation de l'armée ont-ils agi sous la couverture CFDT alors que leur orientation ne correspond pas à l'opinion de la grande masse des adhérents CFDT ?

La réponse à ces questions déborde de loin le cadre de la défense nationale et de l'armée. Si la CFDT se trouve frappée par le gouvernement, c'est parce que le développement de la lutte de classe dans les entreprises montre que bien souvent c'est à la CFDT que les travailleurs qui combattent doivent avoir recours s'ils désirent mener à bien leur combat sans l'intervention antidémocratique du PCF. Et ce n'est pas un hasard si à l'heure actuelle plusieurs dizaines de délégués CFDT se trouvent licenciés pour leur action syndicale. Ainsi le prétexte a été bon pour la bourgeoisie de s'attaquer à une organisation ouvrière dont pas mal de responsables s'opposent à la collaboration de classe. Car encore une fois pourquoi le gouvernement s'attaque-t-il à la CFDT et non aux responsables trotskystes et révisionnistes à qui il donne au contraire largement la parole sur les antennes ?

Quant aux dirigeants du PCF qui «inspirent» la CGT ils veulent soi-disant se démarquer des «gauchistes antimilitaristes» mais en réalité ils jouent un double jeu. Ce sont eux les premiers propagateurs de la démobilisation nationale : ils sont les premiers à faire du tapage sur une prétendue détente et sur les intentions pacifiques de l'URSS au moment même où les nouveaux hitlériens de Moscou installent une force militaire colossale tout autour de l'Europe occidentale : c'est de sa propagande mensongère, de son idéologie de capitulation que sont victimes aujourd'hui les jeunes de vingt ans inculpés. Tout en étant les instigateurs de l'affaiblissement de la défense nationale, les dirigeants du PCF veulent se présenter en champions de l'ordre à l'armée.

(Suite page 8)

SEGUY CONTRE LA CFDT

Refusant une nouvelle fois de s'associer à la défense de la CFDT, Séguy, secrétaire général de la CGT a posé comme préalable à son accord une réponse claire de la CFDT sur un certain nombre de questions relatives à l'armée.

Séguy écrit en particulier, en oubliant que le PCF a entretenu, soutenu et suscité l'activité des trotskystes dans pas mal d'endroits :

«Toute unité d'action en cette matière suppose une condamnation catégorique et explicite des agissements antimilitaristes irresponsables des groupes gauchistes et leur exclusion de toute initiative d'action».

D'autre part, à propos de la manifestation organisée vendredi soir par la seule CFDT, Séguy souligne : «Vous avez finalement opté pour une décision unilatérale appuyée par les groupes gauchistes, ce qui n'est pas sans conséquence».

En d'autres termes, Séguy aurait voulu que la CFDT se laisse faire et attende patiemment le bon vouloir de la direction confédérale de la CGT. La commission exécutive de la CFDT a déjà répondu en déclarant que les affirmations de la CGT sont «contraires à la vérité et renforcent l'opération voulue par le gouvernement... La CGT fait passer au second plan la défense d'une organisation syndicale attaquée par le gouvernement à partir d'une argumentation fallacieuse».

Pour conclure, la CFDT, «demande maintenant à ses syndicats, ses sections, ses militants, d'agir pour réunir, dans les délais les plus rapides, les conditions d'une riposte aussi large et aussi unitaire que possible dans les entreprises pour :

- la défense de toutes les libertés et notamment les libertés syndicales ;
- la défense des revendications et contre la politique d'austérité du gouvernement et du patronat.»

AU SOMMAIRE :

Page 3 : Usine Furnon à Saint-Chamond : pas un seul licenciement, non aux milices patronales.

Page 4 : En France, la médecine capitaliste ne soigne pas, elle répare.

Page 5 : L'OLP siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Page 6 : Loi «anticasseurs» contre des paysans du Sud-Ouest.

Page 8 : Agression indonésienne contre Timor-Est.

A propos de notre lutte contre l'impérialisme français

LETTRE D'UN CAMARADE

Nous apprécions hautement les lettres, critiques ou non, que nous adressent les lecteurs de plus en plus nombreux de l'Humanité rouge. Elles témoignent de la confiance grandissante dans les idées que nous développons. Au surplus, elles participent à l'amélioration progressive du fonctionnement du centralisme démocratique, qui n'est pas exclusivement réservé aux militants organisés dans nos rangs, mais doit être ouvert à tous ceux, à toutes celles qui se sentent concernés par nos luttes, qui aspirent en particulier en France à l'existence d'un Parti marxiste-léniniste unique.

Nous avons publié une de ces lettres dans notre édition du 26 novembre pour deux raisons : cette lettre émanait d'un lecteur ouvrier chômeur

et c'est une insuffisance (certes non volontaire) de ne pas l'avoir précisée : cette lettre portait sur un point qui nous a toujours mobilisés, la lutte contre le colonialisme français. Il est très probable qu'en entourant de guillemets le possessif «ma» ou «sa» à propos de nation, notre lecteur se démarquait du contenu de classe actuel de l'État français, qui est celui d'une bourgeoisie capitaliste. Mais cela ne signifie pas que ce lecteur soit hostile à ce que nous nommons, avec Mao Tsé-toung, le patriotisme prolétarien.

Un autre lecteur, non moins sincère et respectable, nous a écrit la lettre que nous publions aujourd'hui. Nous sommes quant à nous absolument convaincus que les positions de ces deux lettres ne sont pas antago-

niques, et que leur divergence doit pouvoir se résoudre aisément «au sein du peuple», car l'une comme l'autre s'affirme hostile à la fois au colonialisme, et donc à l'impérialisme français, en même temps qu'à l'impérialisme «des autres nations», c'est-à-dire dans notre conception «aux deux superpuissances».

Pourquoi donc en effet vouloir établir un ordre de priorité dans les luttes indispensables que nous devons conduire pour la révolution prolétarienne et l'indépendance nationale, c'est-à-dire contre la bourgeoisie française et contre les deux superpuissances. Serions-nous donc en désaccord avec la caractérisation de la situation internationale actuelle avancée par Mao Tsé-toung : «Les facteurs

de guerre et les facteurs de révolution grandissent en même temps ?

En tout cas, nous ne voyons pas de contradiction entre la juste nécessité de consacrer un reportage à la situation des peuples colonisés des TOM-DOM, ce que nous allons réaliser sous peu, et la juste nécessité de dénoncer sans relâche, comme nous le faisons d'ailleurs, les activités criminelles dans le monde des deux superpuissances. Quant au chômage odieux dont souffrent ou ont souffert nos deux lecteurs, nous ne manquerons pas d'y revenir pour donner des suites à notre éditorial du numéro 366 (11 novembre dernier) et aux nombreux articles publiés contre les licenciements, souvent sous la plume des travailleurs intéressés eux-mêmes.

Amis lecteurs, continuez à nous écrire !

Paris, le 26 novembre 1975.

Cher camarade Jurquet,

L'Humanité rouge No 376, datée du 26/11/75, a publié une lettre que t'adressait un lecteur à propos de l'impérialisme français. Je pense que si ce camarade consulte une collection de l'«Humanité nouvelle» et de l'«Humanité rouge», il constatera vite que les communistes marxistes-léninistes de France n'ont pas attendu ses injonctions pour poursuivre et développer, et souvent seuls, l'accomplissement des tâches internationalistes qui sont celles du prolétariat de notre pays à l'égard des peuples opprimés par l'impérialisme français.

Ceci dit, camarade Jurquet, je pense que tu n'aurais pas dû tolérer l'utilisation des guillemets que ton correspondant emploie à deux reprises quand il dit «ma» nation.

Permetts-moi donc, camarade Jurquet, d'expliquer à ce lecteur quelques petits faits qui m'empêchent, personnellement d'ironiser quand je parle de ma patrie ou de ma nation : l'essentiel de ma famille s'est trouvé réduit par la barbarie nazie de l'impérialisme allemand à un petit tas de cendres aujourd'hui mêlé à la terre du cimetière du camp d'extermination d'Auschwitz. Entre autres on y a tué mon demi-frère qui n'était qu'un bébé. D'autres sont morts les armes à la main dans les forêts de Pologne ou dans les décombres du ghetto de Varsovie. Une poignée a survécu, qui a poursuivi le combat parmi les partisans ou les armées régulières alliées. Mon père a fait la guerre dans les rangs soviétiques. Ma mère, survivant-

te du ghetto de Varsovie, a dû son salut à une patriote polonaise. Un cousin déporté enfant a pu survivre à Auschwitz jusqu'à l'arrivée des alliés.

J'arrête là l'énumération en espérant que le camarade qui t'a écrit comprend mieux pourquoi je ne rigole pas quand j'écris patriote ou nation ?

Il est vrai que beaucoup de gens honnêtes sont encore sourds au bruit de botte qui s'avance sur les pays d'Europe. Aujourd'hui les sociaux-impérialistes et leur conquête colonie des partis révisionnistes propagent avec vigueur leur intoxication sur la paix et la détente, avec autant d'acharnement que hier Hitler lorsqu'il parvint à endormir l'Europe. Ces nouveaux fascistes préparent aux peuples, pays et nations d'Europe qui se laisseront faire un traitement à la hauteur de la barbarie nazie. Voilà pourquoi je ne mets pas de guillemets quand je parle de ma nation ou de toute autre nation européenne aujourd'hui menacée.

Devons-nous attendre l'agression contre une nation d'Europe pour nous réveiller, comme hier d'autres ont regardé écraser l'Espagne puis l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, etc., en rêvant de paix ! Nous devons être les patriotes les plus conséquents dès aujourd'hui ! et préparer notre peuple à riposter aux côtés de tous les peuples d'Europe à l'agression.

J'ajoute pour ceux qui verraient du chauvinisme dans mon point de vue que je milite depuis plus de dix ans dans le mouvement anti-impérialiste et antiraciste et que c'est per la

pratique du soutien résolu aux peuples en lutte contre l'impérialisme, y compris français, que j'ai compris à quel point notre propre indépendance nous concerne. Nous n'étions pas nombreux en 1966-67 à soutenir la lutte légitime du peuple palestinien calomnié et attaqué de toutes parts. Nous n'étions pas nombreux non plus à combattre les thèses mensongères et capitulationnistes du mouvement soi-disant de la paix sur la lutte héroïque des peuples d'Indochine. Moins nombreux encore ceux qui soutenaient le peuple guadeloupéen dans son combat pour l'indépendance et contre la répression coloniale.

Depuis ces causes ont gagné le respect et le soutien légitime des progressistes de notre pays. C'est pourquoi je pense que nous sommes peu aujourd'hui à nous dire «patriotes» mais que nous devons l'affirmer avec confiance et esprit d'offensive et demain d'autres nous rejoindront.

Cher camarade Jurquet, ancien combattant de la Résistance, et ami de longue date du peuple algérien, tu sais que les justes causes finissent par s'imposer à tous même si elles ne leur apparaissent pas d'emblée. Nous devons persévérer pour expliquer à ton correspondant et à beaucoup d'autres pourquoi il ne faut pas mettre aujourd'hui des guillemets sur ce que Lénine appelait «... l'un des sentiments les plus profonds, consacré par des siècles, des milliers d'années d'existence particulière des patriotes...» (Lénine, Œuvres, t. 28 édition russe p. 167)

Sur ce, je te salue affectueusement et fraternellement en t'assurant

de ma participation active dans le combat pour l'indépendance nationale de la France, dans le front uni antihégémonique contre les superpuissances, en particulier les sociaux-impérialistes et leur cinquième colonne du PCF, pour l'union des peuples et pays d'Europe pour leur défense face à l'agresseur, pour leur union décisive avec les peuples et pays du tiers monde pour la révolution prolétarienne.

Valéry, juif polonais
né en France.

PS : J'ajoute à l'instar de ton correspondant que j'ai pointé 6 mois au chômage et que je pointe 4 fois par jour au boulot, que je suis travailleur salarié (coefficient 271, convention collective de la métallurgie), etc.

Lisez, diffusez :

**INDÉPENDANCE POUR LES
COLONIES FRANÇAISES**
Brochure éditée par le CILA.

Un excellent outil de travail pour tous ceux qui veulent connaître la dure réalité de l'oppression coloniale française afin de mieux la combattre en solidarité étroite avec les peuples opprimés en lutte pour leur libération.

L'exemplaire : 4 F
En vente au CILA
88, rue Rébeval
75019 Paris
et dans les librairies
progressistes.



FURNON EN GREVE (près de St-Chamond) :

PAS UN SEUL LICENCIEMENT ! NON AUX MILICES PATRONALES !

Les travailleurs de Furnon (métallurgie) de la Varizelle (près de St-Chamond, dans la Loire) sont en grève illimitée depuis le 5 novembre. Ils ont été rejoints le 17 par plusieurs autres travailleurs de l'usine Furnon de l'Horme (à une dizaine de kilomètres). Depuis le 27 novembre ils occupent l'usine de la Varizelle.

Inorganisés sur le plan syndical avant, ils ont fait appel à la CFDT et créé une section syndicale dans la lutte.

Ils refusent :

— les licenciements : le patron en a décidé 9 avant la grève, et maintenant il veut licencier les 40 grévistes ; il prétend qu'il n'y a pas assez de travail, alors qu'il fait faire de très nombreuses heures supplémentaires, qu'il ne paie même pas au tarif légal (le 3 décembre, son conseiller juridique a empêché les inspecteurs du travail de vérifier les cartes de pointage).

— les salaires de misère : la plupart sont de 1 350 F, les grévistes réclament 200 F d'augmentation pour tous.

— les conditions de travail extrêmement dures : pas de sécurité aux machines (il y a 6 mois, un travailleur a eu une partie du cuir chevelu arraché à cause de ça), pas de protection contre les huiles corrosives, pas de chaussures de sécurité, rien pour se laver.

— les brimades, les insultes, les menaces constantes, l'interdiction de parler, le manque total de liberté syndicale. Ils exigent que soit respectée leur dignité d'homme et de travailleur.

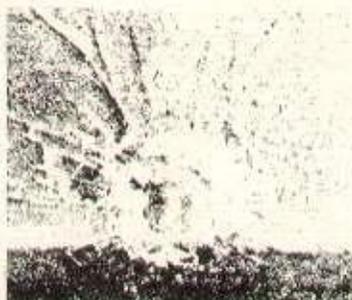
Jusqu'à ce jour le patron refuse toute négociation. Face aux légitimes revendications des travailleurs, il multiplie les pressions de type terroriste, espérant ainsi briser leur volonté de lutte.

Il faut dire que Furnon est à l'origine de la société de «gardienage» qui «travaille» pour les Bennes Marrel, Berliet, etc.

et qui s'est particulièrement illustrée dans l'attaque des grévistes de Peugeot en 1973.

Au début, lorsque les grévistes faisaient un piquet de grève à l'usine de l'Horme, Furnon employait ses gorilles et ses cadres pour les menacer, et pour organiser le «ramassage» des travailleurs à leur descente de car et leur rentrée dans l'usine en voiture, afin d'être sûr qu'ils iraient travailler et d'empêcher toute discussion avec les grévistes. Le 19 novembre une voiture a foncé sur le piquet de grève, blessant un militant CFDT.

Depuis l'occupation de l'usine de la Varizelle, il a coupé l'électricité, le chauffage, le téléphone. Par 3 fois un commando a tenté de déloger les grévistes. Et le samedi 29 novembre à 4 h 40 du matin, un coup de feu est tiré d'une voiture et la balle traverse de part en part l'atelier où étaient réunis les grévistes. Heureusement elle n'a atteint personne, mais elle a montré à tous que le patron peut aller jusqu'à tuer des travailleurs pour défendre ses intérêts.



Voilà l'impact de la balle tirée sur les grévistes par la milice patronale.

Cet attentat a renforcé encore la volonté des grévistes de poursuivre leur lutte. Ils disent : «Nous avons un patron de combat, mais il ne nous fera pas plier.»

LES TRAVAILLEURS DE FURNON DOIVENT GAGNER ! (Envoyez votre soutien financier à l'Union locale des syndicats CFDT — 42400 St-Chamond).

Correspondant HR.

Au Comptoir pharmaceutique de Savoie (C.P.S.) :

LES FEMMES S'ORGANISENT POUR LA LUTTE

Depuis les grandes luttes de la Coframaille (Schirmeck), de Lip, de Dezombre et de la CIP (dans le Nord), etc., les femmes ont montré qu'elles savaient autant que les hommes lutter, s'organiser, tenir tête aux autorités. Elles ont prouvé qu'elles étaient une force.

Aujourd'hui c'est dans la région de Chambéry (Savoie) que les femmes mènent la lutte. Au CPS de la Ravoire (redistribution des médicaments) le personnel a été averti de son licenciement le 15 septembre. Il y a 28 personnes, presque toutes des femmes, qui travaillent principalement comme OS. Contre les licenciements, les

femmes ont décidé de riposter. Pour marquer leur force face au patron, elles décident l'occupation. Pour riposter aux manœuvres de la direction et à la violence patronale (l'intervention des flics) elles mettent leur outil de travail à l'abri, c'est-à-dire que les médicaments sont évacués, mis à l'abri (cf. HR No 369). Voilà bien quelque chose que ni le patron ni le préfet et Cie ne sont prêts à digérer.

Depuis, malgré des promesses d'emploi mirobolantes, malgré les pressions et les difficultés, elles continuent, montrant ainsi qu'elles peuvent, comme les hommes, défendre leurs droits.

Correspondant HR.

Lisieux :

Les ouvrières de Vet-France sont en grève

Les ouvrières de Vet-France à Lisieux travaillent au rendement. Le 19 novembre le patron leur annonçait que, bien que le travail ait été effectué, la prime de rendement ne leur serait pas versée. Les ouvrières commençaient alors à débrayer.

Le 1er décembre, suite aux menaces de licenciement pesant sur une travailleuse, la plupart des ouvrières se mettaient en grève. Elles exigeaient des augmentations de salaires et le respect de la con-

vention collective de l'habillement. Le 5 pour tenter de briser la grève, la police faisait entrer une quinzaine de non grévistes dans l'entreprise.

Malgré cela, le combat continue. Les ouvrières bénéficiant du soutien de la population, et notamment des élèves du CET Paul-Cornu (section couture) dont VET-France est un débouché, qui ont refusé avec leurs enseignants tout travail qui aurait pour effet de briser la grève (couture des pantalons, etc.).

Usine Stemat à Aubin (Aveyron) :

La grève contre les licenciements se poursuit

Depuis le 6/11/75, les travailleurs de la Stemat sont en grève contre la menace de 31 licenciements, contre les bas salaires, contre les conditions de travail déplorables.

Après avoir honteusement liquidé le premier syndicat CGT de la Stemat (il y a environ 9 ans) Taragnat veut à nouveau décapiter le syndicat CGT, les 31 licenciements qui doivent être prononcés sont inadmissibles, et 6 délégués viennent de recevoir leur lettre de licenciement, les travailleurs de la Stemat continuent la grève.

Sur les licenciements, on ne peut marchander avec le patron, et les travailleurs le savent bien, accepter un seul licenciement ce serait laisser la porte ouverte plus tard à d'autres licenciements.

Les travailleurs de la Stemat disent : «Ce serait l'esclavage — Taragnat se sentirait encore plus fort !»

La grève continue avec comme objectif :

«Pas un seul licenciement !»

Correspondant HR.

En France, la médecine capitaliste ne soigne pas, elle répare

Nous avons parlé jusqu'ici de la santé en Chine. Aujourd'hui nous laissons des travailleurs médicaux parler à l'opposé de la politique sanitaire dans la France capitaliste.

Bien sûr ici la place nous a manqué pour rapporter tout ce qui est ressorti d'une discussion à bâtons rompus avec eux. Et nous nous en excusons. Aussi pour aujourd'hui nous nous en tiendrons essentiellement à la question du secteur hospitalier puisque c'est essentiellement là qu'on peut parler de «politique» sanitaire, la loi générale régissant la médecine par ailleurs étant la libre entreprise, c'est-à-dire la libre recherche du profit sur le dos des malades ce que la multiplication des cliniques privées est là pour montrer avec éloquence.

Nous voudrions parler aujourd'hui avec vous de la santé en France, car il nous semble que c'est un des grands sujets de préoccupation et de colère pour les travailleurs de notre pays. Mais la plupart du temps cette colère se traduit par l'angoisse et la rage impuissante quand on se trouve seul accidenté parmi d'autres accidentés qui arrivent minute après minute dans un hôpital du travail, ou encore quand on se retrouve isolé et abandonné parce qu'on est vieux et malade, oublié ou encore quand on est malade à la campagne loin de tout, ou même en ville puisqu'on a vu des gens mourir sans soins en plein Paris.

Les travailleurs médicaux : Le mécontentement vis-à-vis de la politique sanitaire capitaliste se traduit de plusieurs façons. Il se reflète par exemple à travers un certain développement de la médecine parallèle, mais c'est surtout chez les travailleurs médicaux qu'il s'organise. Ce n'est pas par hasard. Les travailleurs médicaux font partie du peuple et voient que techniquement ils peuvent résoudre beaucoup de problèmes mais que la nature de la société capitaliste réduit à rien leurs efforts.

Autrefois, l'hôpital c'était pour les gens pauvres. Avant la médecine hospitalière, c'était pour la masse de la population. Aujourd'hui les médecins hospitaliers soignent la minorité de la population et se font la main sur les gens pauvres.

Voici pourquoi : en 1958 il y a une réforme, la réforme Debré, et l'instauration du «plein temps» pour les médecins d'hôpitaux. Comme la médecine était devenue extrêmement complexe et coûteuse, de même que la recherche médicale en général, les cliniques privées et les trusts pharmaceutiques ne pouvaient plus faire face pour des investissements rentables. Alors en utilisant les fonds publics il fallait faire un nouveau type d'hôpital. De telle sorte qu'aujourd'hui l'hôpital a deux vocations. On continue à y trouver des services généraux, souvent avec des moyens limités et des médecins qui font leur apprentissage, qui reçoivent les gens pauvres. Et en même temps sont apparus des secteurs ultra-spécialisés, de pointe, fréquentés surtout par la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie bien informée et où l'on trouve aussi des ouvriers qui servent d'alibi.

Question : Cette discrimination sociale est-ce seulement au sein de l'hôpital qu'on la trouve ?

Non, parce que à part quelques grandes villes, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Montpellier et Strasbourg, où il y a des grands centres hospitaliers, le reste de la France est bien démunie. De telle sorte que les travailleurs de province qui constituent la majorité de la population, vont soit dans les cliniques privées où l'objectif numéro 1 c'est la «rentabilité», soit dans la grande

ville la plus proche. Mais là aussi il faut pouvoir y aller, abandonner sa ferme quand on est paysan, être loin de sa famille quand on est ouvrier.

— On voit ce que peut vouloir dire une soi-disant médecine démocratique comme dit le PCF !

— Le problème c'est que pour la plupart des travailleurs médicaux des services de pointe par exemple, les gens n'ont pas l'impression de faire de la discrimination sociale. Dans un service comme le service de néphrologie de la Pitié, on trouve des ouvriers hospitalisés. Mais le service n'a pas été créé pour les ouvriers. On a parlé de l'inégalité entre services généraux et services de pointe, entre grandes villes et zones rurales, il faut aussi parler de l'inégalité des soins. Si un ministre arrive dans un service de pointe, on veillera à ce qu'il y ait plus de personnel. On se souvient de cette histoire où un conseiller général avait eu un accident avec un immigré : le premier n'avait rien, mais il a bénéficié de toute l'attention, tandis que le travailleur immigré on l'a laissé gravement atteint. Et cette inégalité elle est aussi liée à une question d'ordre idéologique. On ne peut servir à la fois la bourgeoisie et la classe ouvrière. Il faut faire comprendre que la priorité doit être accordée aux ouvriers, aux paysans travailleurs et aux masses populaires. Les travailleurs qui sont hospitalisés s'en rendent bien compte et ils se rendent compte que ce sont les travailleurs tout au bas de la hiérarchie qui ont l'attitude de classe la plus nette. La plupart du temps c'est des aides soignants et aides soignantes que viennent les témoignages de solidarité de classe. Et de l'avis de nombreux patients c'est une chose d'une importance énorme que le «moral» quand on est hospitalisé. Ce côté du problème, ce facteur favorable à une guérison il est plus que négligé dans les hôpitaux.

— *Ce n'est pas un problème d'abord idéologique ?...*

— Non bien sûr, il y a d'abord un problème matériel.

Dans certains cas on est resté depuis 1968 à 30 % au-dessous des effectifs théoriques : éditant devant les justes revendications des infirmières sur le temps de travail, le pouvoir a repris d'un autre côté en intensifiant les cadences et en diminuant les conditions favorables aux soins. De telle sorte que dans les faits de grands hôpitaux tournent avec 40 à 45 % de personnel manquant. Voilà pourquoi la cible centrale de la lutte dans le secteur de la santé, c'est l'Etat capitaliste même si les conceptions idéologiques néfastes doivent être combattues.

— *Mais dans la lutte est-ce qu'il ne devrait pas y avoir une union des travailleurs médicaux et des travailleurs concernés à un moment ou à un autre par l'hôpital ?*

— Un groupe comme le Groupe Information-Santé (GIS) qui regroupe des travailleurs médicaux, s'est précisément engagé sur cette voie et il a pris contact avec de nombreux travailleurs à propos des maladies professionnelles et des accidents du travail.

— *Mais ce sentiment de révolte en même temps que d'isolement quand on se trouve à l'hôpital, notamment dans un hôpital du travail, Comment y répondre ?*

— Oui c'est un problème, parce qu'il existe une tradition corporatiste entretenue par les réactionnaires et les révisionnistes qui implique que l'action syndicale s'arrête à la défense des travailleurs médicaux. Ce qui fait qu'il y a une coupure entre traitants et traités. C'est pourquoi, nous marxistes-léninistes, devons travailler à développer l'esprit de solidarité de classe.

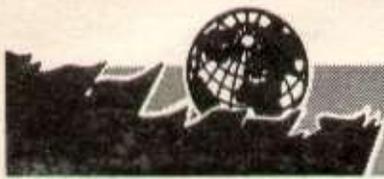
— Mais bien entendu le problème de la santé ne se limite pas au problème des hôpitaux, loin de là. Il est en particulier capital de souligner que l'hôpital est complètement coupé de tout le système de soins ce qui a pour conséquence l'absence quasiment totale de la prévention qui permettrait d'éviter ou de soigner plus rapidement un nombre énorme de maladies. Dans le reportage fait par l'Humanité rouge sur la santé en Chine, on a vu des médecins aux pieds nus faire des examens préventifs, check up comme on dit, à des paysannes. En France ce genre de pratique est réservée à un petit nombre de gens avertis, c'est-à-dire des classes aisées.

— En France, la médecine vise à réparer la force de travail source de profit pour la bourgeoisie. Ce qui est typique d'ailleurs c'est qu'en France quand on parle santé on répond médecin. Ce qui cache aux travailleurs malades la responsabilité sociale dans les troubles dont ils sont atteints. Beaucoup de travailleurs travaillent dans des conditions qui détruisent la santé mais on parle de maladie seulement quand la maladie se déclare : même pour la médecine du travail.

— D'ailleurs c'est tellement vrai que la médecine capitaliste vise à réparer les travailleurs, que dans les secteurs où les malades ne sont plus rentables, c'est là que les travailleurs médicaux sont le plus démunis.

En même temps on en met plein la vue avec du tapage sur certains secteurs de pointe comme la cardiologie, pour faire croire à la population que le problème est technique : par exemple on a fait beaucoup de bruit autour des greffes du cœur, mais ça concerne combien de personnes ? Par contre, pour une maladie aussi courante et catastrophique que l'alcoolisme, il n'y a pas de politique cohérente et c'est normal, comment l'Etat capitaliste pourrait-il prévenir une maladie que son système engendre ?

Et là, on touche du doigt le problème-clé : on ne peut pas envisager le système de santé en dehors du système économique et politique. Les problèmes posés pour assurer la santé du peuple ça demande de faire la révolution, d'instaurer la dictature du prolétariat qui est animé d'un esprit révolutionnaire désintéressé à la place de la dictature de la bourgeoisie, cette classe à la recherche du profit individuel.



Après les nouveaux bombardements sionistes sur le Liban

L'OLP siège au Conseil de sécurité de l'ONU

Le Conseil de sécurité siège ces jours-ci pour examiner la plainte du Liban après les récents bombardements sionistes au Sud-Liban qui ont fait plus de cent morts parmi la population libanaise et palestinienne. Une résolution déposée par la Guyane, l'Irak, la Mauritanie et la Tanzanie, soutient cette démarche et appelle à une condamnation énergique d'Israël. Pour la première fois dans les annales de l'ONU, l'OLP invitée par le Conseil de sécurité, participe à part entière à ces débats. Le représentant de l'OLP à l'ONU, a salué cette invitation comme un événement historique dans la lutte armée des Palestiniens pour leur indépendance et leur autodétermination pendant que Israël, refusant de répondre à l'invitation du Conseil de sécurité, menaçait de se retirer de l'ONU.

A ce sujet, il convient de dénoncer vigoureusement le gouvernement français qui s'est abstenu lors du vote sur l'invitation faite à l'OLP. Cette attitude, en contradiction avec les actes positifs qu'il a posés en acceptant l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris et l'envoi d'une mission de conciliation au Liban, a été publiquement désapprouvée par de nombreux pays arabes.

Au cours des premières réunions de la session du Conseil de sécurité, le Liban a fait part de son refus d'être une victime innocente de la tragédie qui résulte du refus persistant d'Israël à rétablir les Palestiniens dans leurs droits fondamentaux.

Le représentant de la superpuissance soviétique, Malik, est revenu à la charge, à cette occasion, pour tenter de placer sa proposition de «conférence de Genève» dont l'objectif est de contraindre l'OLP à s'asseoir à une même table de négociation qu'Israël.

L'URSS qui reconnaît la «légitimité» de l'État sioniste et offre ses «garanties solennelles» pour protéger son «droit à l'existence et au développement» entend ainsi obliger le peuple palestinien victime de la spoliation de sa terre par les sionistes à faire de même. La conférence de Genève si chère aux Soviétiques est en effet basée sur le «droit à l'existence de tous les États intéressés» et la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU qui fait de la lutte du peuple palestinien un simple problème de «réfugiés». Gromyko rappelait encore récemment à Moscou que le règlement «du conflit du Moyen-Orient doit être basé sur le retrait des troupes sionistes des territoires occupés depuis 1967». Mais c'est l'ensemble de son sol, occupé depuis bien avant 1967, que le peuple palestinien entend libérer. Les Soviétiques jouent double jeu au Proche-Orient. Ils entendent apparaître à la fois comme «amis naturels» des peuples arabes et palestinien et de leur ennemi sioniste, pour damer le pion à leur rival américain. Mais leurs prétentions se cassent les dents sur la fermeté inébranlable du peuple palestinien et de son porte-parole légitime et unique l'OLP, qui combattent sans faiblir pour leur juste cause.

C'est ce que le porte-parole de l'OLP à l'ONU a rappelé dans ce débat en affirmant :

«L'occupation israélienne s'emploie à anéantir le peuple palestinien et son caractère arabe. Mais ce peuple intensifiera sa lutte armée contre l'occupant, avec l'aide de tous ceux qui sont contre le racisme et l'apartheid, jusqu'à ce qu'il obtienne sa libération nationale dans sa patrie palestinienne.»

La lutte du peuple sahraoui se renforce

Le gouvernement espagnol vient enfin d'accepter de rendre public le contenu de l'accord intervenu, le 14 novembre dernier, entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie.

L'article 2 stipule que la présence espagnole aura totalement pris fin avant le 28 février 1976, et que d'ici là, l'Espagne aura transféré ses pouvoirs de puissance administrante aux deux autres pays «en collaboration avec la Djemaa» (assemblée locale). L'article 3 précise que «l'opinion du peuple sahraoui exprimée à travers la Djemaa sera respectée».

Les pays qui entendaient ainsi disposer du sort d'un territoire qui ne leur appartient pas, misaient sur une poignée de collaborateurs locaux du colonialisme espagnol, rassemblant quelques notables corrompus au sein d'une assemblée non représentative.

Mais soixante membres de la Djemaa, condamnant les traîtres qui se vendent au plus offrant, ont rejoint les rangs du F. POLISARIO pour mener, à ses côtés, la lutte armée d'indépendance nationale contre les prétentions annexionnistes du Maroc. Parmi eux, se trouve le maire de la capitale du Sahara occidental, El Ayoun.

En Espagne même, de nombreux journaux dénoncent cet accord, en contradiction flagrante avec les précédentes déclarations du gouvernement espagnol qui s'était engagé formellement à respecter les décisions de l'ONU et la volonté de la population concernée.

Au Sahara occidental, la population oppose une ferme résistance à l'agression militaire marocaine, décidée à payer le prix nécessaire à sa libération et à son indépendance véritable.

CAMBODGE :

SOUTIEN A L'O.U.A. SUR LE PROBLEME ANGOLAIS

A son arrivée dans la capitale de l'Ouganda où il vient effectuer une visite d'amitié, Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'État et président du Front uni national du Cambodge, a déclaré à la presse que, si les pays étrangers cessent leur intervention en Angola le pays réalisera la réconciliation nationale et rétablira la paix.

Il a condamné les pays, comme l'URSS, qui s'ingèrent dans les affaires intérieures de l'Angola, affirmant que le peuple cambodgien respectera toujours la résolution de l'OUA sur le problème angolais.

ITALIE :

UN MILLION DE GREVISTES

Ces jours derniers, plus d'un million de travailleurs se sont mis en grève et ont organisé manifestations, et rassemblements, notamment à Milan, en solidarité avec les ouvriers des entreprises de «Leyland-innocenti», «Pivelli» et «Montedison», qui luttent contre les fermetures d'usine et les licenciements.

Ces monopoles ont récemment décidé de faire supporter aux travailleurs, les conséquences de la crise économique en fermant certaines usines ce qui implique des milliers de licenciements. C'est pour empêcher ces mesures que les ouvriers décidaient l'occupation de «Leyland innocent».

Les mouvements de grève touchent également les conducteurs d'autobus, les mécaniciens du métro, les travailleurs de la presse, les enseignants et lycéens.

GRANDE-BRETAGNE :

COUPES SOMBRES DANS LE BUDGET DE LA DÉFENSE

Le gouvernement britannique est très divisé sur l'importance des prochaines réductions du budget de la défense. Ces coupes sombres qui s'ajouteront aux économies déjà prévues pour les 10 prochaines années varieraient entre 1 000 millions et... 100 millions de livres pour la période 1977-1980. C'est dire l'ampleur du désaccord existant sur cette question. Un ancien ministre, conservateur Walker, a déjà déposé une motion critiquant d'avance toute réduction du budget militaire et soulignant les menaces que l'effort militaire soviétique fait peser sur l'Europe.

ESPAGNE :

LA RÉPRESSION S'INTENSIFIE

Le premier ministre cher à Franco, Arias Navarro est maintenu dans ses fonctions par Juan Carlos et a annoncé sa ferme intention de placer son nouveau ministère sous le règne de la continuité. La répression politique connaît actuellement de nouveaux et importants développements en Espagne. Nombre de leaders syndicalistes du procès des «1 001», récemment libérés, viennent d'être à nouveau arrêtés. Plus d'une centaine d'arrestations ont eu lieu au cours du dernier week-end et plusieurs manifestations ouvrières notamment, celle qui rassemblait 2 000 ouvriers métallurgistes près de Madrid, ont été très brutalement dispersées par la police qui poursuit également ses interventions dans les différentes universités de la capitale.

Hôpital «Maison de cure médicale» corentin Celton Issy-les-Moulineaux APRES 50 ANS D'USINE UN «HOSPICE PRISON» POUR LES VIEUX TRAVAILLEURS

Un vieillard s'est échappé du service : on le retrouve marchant dans les jardins. Il refuse de remonter «chez lui» comme on dit (chez lui : un lit, une table de nuit, et une armoire dans un dortoir) ; il refuse de se recoucher ; il devient violent et, de toutes ses forces repousse le surveillant : «Laissez-moi passer, je dois aller travailler».

— Mais, vous n'allez pas travailler, c'est la nuit.

— Si justement, je travaille jusqu'à 9h 30, laissez-moi, si je n'y vais pas, je ne serai pas payé...

Le surveillant lui fait une prise du bras gauche ; de force on le recouche et on appelle l'interne. Pour calmer «l'agité» il injecte une piqûre de valium. «L'ordre» règne de nouveau, et le silence de la répression.

Ce vieillard a 84 ans, sur sa fiche on dit qu'il est «bizarre» ; idées de fugues. Bien sûr on ne dit rien de son passé d'ouvrier hanté par les horaires.

Dans les hospices de la société capitaliste on ne se contente pas de mettre les vieux au rebus, de tout leur enlever (meubles, argent, livres), de leur interdire toute activité, ; à la moindre réaction on les met entre des barrières, on les attache, on les pique.

Ici la journée coûte 80 F... et on se sert d'eux comme cobayes, de toutes les manières possibles.

Les faux communistes du PCF, présents à l'hôpital, taisent ces scandales parce qu'eux-mêmes en profitent (nous y reviendrons, fait à l'appui dans un prochain article).

Des travailleurs de l'hôpital

Le professeur Minkowski «Les assises nationales de l'ordre des médecins ne sont qu'une mystification»

Le professeur Minkowski, directeur du centre de déontologie de l'hôpital Cochin-Port Royal, a déclaré que les assises nationales de l'ordre des médecins qui se sont tenues samedi et dimanche dernier à Paris «n'étaient qu'une mystification et une opération démagogique» ne contribuant en rien à résoudre les problèmes de la santé en France.

Avec plusieurs centaines d'autres médecins, le Pr. Minkowski, a déjà refusé de verser cette année sa cotisation à l'ordre, et considère qu'il n'en fait plus partie.

LA LOI «ANTICASSEURS» CONTRE DES PAYSANS DU SUD-OUEST

Quatre paysans du sud-ouest, inculpés en vertu de la loi «anticasseurs», comparaitront mardi et mercredi devant les tribunaux de Bordeaux et Rochefort.

Parmi eux, Lucien Meret qui est président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Charente maritime.

Pour protester contre la baisse de leurs revenus et les profits réalisés par les intermédiaires, plusieurs dizaines de paysans, en septembre 74,

avaient intercepté un camion de viande en provenance de Grande-Bretagne.

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles a appelé à un meeting à Rochefort à l'heure de l'ouverture du procès.

Les autres paysans ont été inculpés à la suite d'une manifestation de viticulteurs ; en avril 1975, ayant établi des barrages sur la nationale Bordeaux-Toulouse et sur la voie ferrée Bordeaux-Marseille.

Centre de FPA de Saint-Étienne du Rouvray :

BILAN PROVISOIRE DE LA LUTTE

Les trois stagiaires exclus du centre de Saint-Étienne du Rouvray près de Rouen, qui faisaient la grève de la faim depuis 11 jours ont décidé de mettre fin à leur mouvement, sans avoir obtenu leur réintégration. Ils ont pris cette décision en tenant compte premièrement du fait que la direction appuyée par les moniteurs refusait toute négociation. Deuxièmement du fait que le mouvement de lutte au sein du centre s'était affaibli sous les coups conjoints de la direction et de l'UL CGT. L'UL CFDT, elle, a préféré garder le silence.

Cependant le bilan de cette lutte comprend des éléments positifs : une section syndicale CFDT des stagiaires sera créée au centre ; de nombreux contacts ont été pris avec d'autres centres de FPA en vue d'une coordination nationale pour décider d'une plateforme commune de revendications ; de nombreuses sections syndicales CFDT (PTT, chimie, santé, SGEN) et aussi CGT (les travailleurs de l'IMRO par exemple) vont demander des comptes à leurs directions syndicales respectives au niveau des unions locales.

Correspondant H.R. Rouen

(Pour prendre contact avec la coordination parisienne, déjà constituée, écrire à : Hazenfratz, centre FPA, 70 Avenue Gorki, Stains.)

A Bangui, fin de la 11^e session du Conseil des chefs d'Etat de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale

Le communiqué final indique que le conseil a étudié les problèmes tendant à renforcer la solidarité et la coopération entre les États membres. Il ajoute qu'une série de décisions concernant la politique d'intégration économique régionale, la création d'une banque de développement des États d'Afrique centrale. Un projet de construction du chemin de fer reliant Bangui à l'océan dans le but d'assurer le développement harmonieux et équilibré de tous les États membres, a été également adopté par l'ensemble des membres de l'UDEAC.

le bataillon "Gramsci"

LES SOLDATS ITALIENS
REÇOIVENT L'AIDE DU FRONT
DE LIBERATION NATIONALE
ALBANAIS



QUI LES INVITE A
LUTTER CONTRE LEUR
OPPRESSEUR COMMUN :
LE NAZISME!



LES PARTISANS ITALIENS
DÉCIDÉS À DÉTRUIRE
DÉFINITIVEMENT LE NAZI-
FASCISME CRÉENT LE
BATAILLON
"ANTONIO GRAMSCI"

LE PEUPLE ALBANAIS AP-
PRÉCIERA BIEN TÔT LA
CONTRIBUTION INTERNA-
TIONALISTE DES PARTISANS
ITALIENS, À LA DIRECTION
DESQUELS A ÉTÉ ÉLU TERZI-
LUO CARDINALI.



8
JUILLET
1944
À
CERÈNEZ
LE BATAIL-
LON SE
PRÉPARE
À L'ASSAUT
D'UNE PO-
SITION
NAZIE...



(A SUIVRE)



25 MILLIONS POUR LE 15 JANVIER

Deux exemples à suivre

Camarades,

Nous sommes un groupe de diffuseurs de l'Humanité rouge. Nous intervenons régulièrement sur un marché où diffusent depuis longtemps les révisionnistes.

Répondant à l'appel de notre comité de rédaction, nous avons décidé de prendre en main sérieusement la campagne de souscription. Déjà nous avons lancé une souscription illimitée, chacun donnant ce qu'il veut en nous imposant un minimum de 50 F au départ.

D'autre part nous mettons actuellement sur pied la souscription pour le marché. Lors des précédentes souscriptions, nous avons réuni environ 100 F, ce qui était important et nous avait encouragés.

Nous avons tissé de nombreux liens avec des gens sur le marché, avec certains militants de base du PCF, du PS et des travailleurs qui nous connaissent. Nous avons reçu des encouragements de quelques personnes.

Dans le but de faire toujours mieux connaître les positions des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, nous appuyons nos diffuseurs par des pan-

neaux mobiles. Nous en avons déjà réalisé un certain nombre parmi lesquels :

- un sur le Portugal (sur les lois antipopulaires, sur le droit de grève, la réquisition, le syndicat unique, etc.)

- un sur le Cambodge avec photos et commentaires pour sa libération et les enseignements que l'on pouvait en tirer.

- un sur le FRAP dénonçant les révisionnistes et reprenant des citations du discours du FRAP lors du meeting central à Paris.

- un sur les marxistes-léninistes (Qui sommes-nous ? «Un seul Parti communiste, le PCMLF»). Nous exposons la ligne politique du PCMLF avec photos dénonçant les révisionnistes et illustrant les divers points de la ligne politique.

Ces panneaux ont été très lus dans leur ensemble, cela nous encourage à continuer. Nous en préparons d'autres sur la manifestation nationale ouvrière du 14 février 1976 et sur la souscription. Il y aura une prise de parole sur le marché à ce sujet.

Voilà ce que nous comptons faire dans un premier temps pour soutenir notre quotidien, permettre qu'il soit plus lu et qu'il de-



vienne toujours davantage une arme acérée au service des luttes ouvrières, pour la révolution prolétarienne, contre le révisionnisme, l'impérialisme et le social-impérialisme, pour l'indépendance nationale.

Vive notre Humanité rouge quotidienne !

En avant pour dépasser les 25 millions !

Salut et fraternité.

Camarades,

Vous en ferez ce que vous voudrez, mais j'ai tenu à vous le signaler.

Étant lecteur de l'Humanité rouge depuis quatre mois, je suis convaincu que la lutte que vous menez est juste et c'est pourquoi je vous envoie cette petite somme qui n'est pas grand-chose, mais je ne suis qu'ouvrier d'entretien à la Sécurité sociale et ne gagne que 1 500 F net avec des charges importantes (loyer de 450 F, impôts locaux de 510 F et j'en passe car ce serait trop long).

Excusez le français et l'orthographe mais je n'ai que 24 ans et cela fait déjà 10 ans que je travaille. Je vous joins 50 F, c'est tout ce que je peux faire et je m'en excuse. Que la lutte continue, camarades, car un jour elle verra sa victoire.



sur le front culturel

A PEKIN, OUVERTURE D'UNE EXPOSITION DE PEINTURES D'ALBANIE

Une exposition de peintures d'Albanie s'est ouverte à Pékin dans le Palais des beaux-arts de Chine, à l'occasion du 31^e anniversaire de la libération de l'Albanie.

Yao Wen-yuan, membre du Bureau politique du comité central du PCC, a assisté à la cérémonie d'ouverture.

Wang Ping-nan, président de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger et Behar Shtylla, ambassadeur d'Albanie en Chine, y ont pris la parole. Ils ont exprimé la conviction que cette exposition apportera une nouvelle contribution au resserrement de l'amitié indestructible et de la solidarité militante entre les peuples de Chine et d'Albanie et au développement des échanges culturels entre ces deux pays.

MANIFESTATION D'ÉTUDIANTS ET D'ENSEIGNANTS DE LA FACULTÉ DE VINCENNES

Jeudi après-midi, alors qu'une dizaine de chargés de cours (enseignants vacataires) occupaient les bureaux du secrétariat d'État aux Universités (Soisson), 500 étudiants et chargés de cours les soutenaient dans la rue avec les slogans «Soisson cédera ! Nous on avancera !» «A Vincennes et ailleurs, facs ouvertes aux travailleurs et aux étrangers !» «Ouverture des négociations !» «Étudiants, travailleurs, tous unis !»

C'est une nouvelle étape de la lutte qu'ont engagée depuis plusieurs semaines les étudiants, les enseignants et le personnel de la faculté de Vincennes contre les conditions de fonctionnement intolérables, pour des postes et un salaire décent aux chargés de cours et au personnel.

Correspondant HR.

A Montreuil, samedi dernier

MEETING DE SOUTIEN AUX PEUPLES D'ESPAGNE

Samedi 6 décembre 1975 s'est déroulé un meeting du comité France-Espagne de Montreuil devant environ 50 personnes.

Après une intervention du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique en français et en espagnol, un montage de diapositives traçait un historique de la guerre civile à nos jours.

La troupe des Hauts-Plateaux interpréta une pièce d'une vingtaine de minutes sur l'après-franquisme, cette pièce était présentée en public pour la première fois, il s'ensuivit une discussion riche et intéressante sur sa conception et son contenu politique ; des idées ont été apportées qui contribueront, nous en sommes sûrs, à son enrichissement.

Enfin, sur un fond de diapositives, le comité France-Espagne de Montreuil développa la solidarité en France au moment des exécutions des 5 camarades assassinés du FRAP et de l'ETA, et la trahison du parti de Marchais, et lança un appel pour renforcer le comité de Montreuil, une intervention vivante et riche qui clôtura le meeting.

Ensuite l'Opposition syndicale ouvrière intervenait sur la situation en Espagne et particulièrement sur les grèves dans le bâtiment.

La camarade du CUSPE qui présidait le meeting a lu un message de la cellule locale du PCMLF.

DEUX INCULPÉS TRANSFERÉS A PARIS

Les deux responsables syndicaux CFDT de Verdun interpellés vendredi dernier et gardés à vue depuis, ont été transférés lundi à Paris sur mandat d'amener du juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'État, apprenant de source sûre à Verdun.

Les deux syndicalistes, Bernard Thierry, 25 ans, animateur de foyer socio-culturel, membre de la Ligue communiste révolu-

tionnaire (trotskyste) et secrétaire de comité local de défense des appelés et Claude Baudoin, 22 ans, laborantin, membre du PSU et du comité de défense des appelés de Verdun, avaient été transférés de Verdun à Nancy vendredi soir.

Une perquisition dans les locaux de l'Union locale de la CFDT de Verdun et au domicile des deux hommes avait précédé la mise en garde à vue des deux militants CFDT.

LA C.F.D.T. NE SE LAISSERA PAS ENTRAINER DANS DES PROVOCATIONS

Dans une interview au journal «Sud-Ouest» publiée mardi, Jacques Moreau qui est responsable de la section politique de la CFDT précise que la confédération «se refuse à intervenir directement dans les formes et les

objectifs» du mouvement autonome des appelés, qu'elle «ne créera pas de syndicats d'appelés et n'en affiliera pas». Il indique : «Nous ne nous laisserons pas entraîner dans des provocations plus ou moins délibérées. Malgré les affirmations de leurs auteurs, notre confédération ne se reconnaît pas dans différents textes distribués aux militaires ou à des civils».

Interrogé sur un éventuel éclatement de l'unité syndicale, le secrétaire de la CFDT réplique : «Un fait domine la situation : une organisation syndicale, au travers de certains de ses militants, a été attaquée. Il fallait réagir vite. Les autres organisations ne l'ont pas voulu. Les responsabilités des uns et des autres sont lourdes. Notamment celle du PCF.»

DANS L'AUDE : LES VITICULTEURS MANIFESTENT

Pour obtenir une augmentation du prix du degré-hecto de vin les viticulteurs de l'Aude ont manifesté hier à Narbonne, Carcassonne, Cuxac d'Aude.

1 500 d'entre eux ont bloqué deux convois ferroviaires avant de se disperser à l'arrivée des CRS. Auparavant, ils avaient intercepté un camion-citerne de vin en provenance de Sète.

INDE : MESURES FASCISTES CONTRE LA PRESSE

Afin de renforcer sa dictature fasciste, le gouvernement Gandhi vient de prendre un certain nombre de mesures pour mieux contrôler la presse. Une commission centrale de directeurs de journaux, dont les membres ont été

nommés par le gouvernement, aura pour mission de faire régner l'ordre dans la presse. Les informations dites «répréhensibles» sont interdites et seules les critiques constructives de l'action gouvernementale sont autorisées.

LA JEUNE GARDE ROUGE No 4 EST PARUE

Au sommaire de ce numéro :
- Chants de lutte : à nous de jouer - Contre le chômage : s'unir pour lutter, agir pour vaincre - La jeunesse, c'est l'avenir du monde - Algérie : l'avenir appartient aux jeunes - Dix jours qui ébranlèrent le monde - Soldats, apprenez à vous servir des armes.

L'exemplaire : 2,50 F. Adresser vos commandes à :
L'Humanité Rouge - BP 293 - 75866 Paris Cedex 18 - CCP 30 226 72 La Source.

Suite de l'éditorial

Quant aux trotskystes, ils ont abusé d'une certaine liberté qui régnait à la CFDT pour tromper la bonne foi de responsables locaux ou encore, ils se sont couverts de leur appartenance syndicale pour mener un travail de subversion propre à leur organisation.

Ainsi les forces prosoviétiques ont monté une provocation contre la CFDT et le gouvernement bourgeois cherche à l'exploiter.

Mais d'ores et déjà bon nombre de militants et dirigeants CFDT commencent à voir clair dans cette manœuvre et engagent le combat sur les deux fronts.

AGRESSION INDONESIENNE CONTRE LE TIMOR ORIENTAL

Le 7 décembre, les troupes indonésiennes ont envahi le Timor oriental et ont occupé sa capitale Dili. Plus de mille parachutistes et fusiliers marins ont occupé les organismes militaires et administratifs de la capitale.

Le 6 décembre, Guido Soares, vice-ministre de la défense de la République démocratique du Timor oriental, avait fait savoir que quelques bâtiments de guerre indonésiens avaient fait ce jour-là leur apparition dans les eaux de la république, et qu'un commandement opérationnel avait été installé à la ville de Atabae occupée par les forces armées indonésiennes. Le jour même, le président de la République démocratique du Timor oriental, Xavier de Amaral, avait adressé un message au gouvernement indonésien pour expliquer la politique étrangère et la position que prend la République démocratique orientale sur la situation qui prévaut au Timor oriental.

Le 4 décembre, pour préparer l'agression, le gouvernement indonésien avait publié une déclaration dans laquelle il prétendait que la situation au Timor oriental «mettait en danger la sécurité indonésienne». D'après l'agence Reuteur, les troupes indonésiennes se livrent à des massacres.

Les dirigeants du Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-est (Fretilin) et son armée ainsi que beaucoup d'habitants locaux sont allés dans les montagnes près de Dili. Le porte-parole du Fretilin à Sydney a déclaré que le peuple du Timor oriental «ne cessera jamais ses combats contre les envahisseurs. Nous lutterons jusqu'à la dernière goutte de notre sang et nous ne nous soumettrons jamais.»

Dans une dépêche datée du 7 décembre, l'Agence Chine-nouvelle déclare : «A travers une lutte inlassable, le peuple du Timor oriental, qui avait longtemps souffert d'une domination coloniale, a proclamé le 28 novembre son indépendance, et fondé la République démocratique du Timor oriental. Pourtant, le gouvernement indonésien a exprimé ouvertement son opposition à l'indépendance du Timor oriental, et refuse d'entamer des négociations sur les divergences existant entre les deux parties, en envoyant à plusieurs reprises ses troupes attaquer le Timor oriental.

«L'invasion militaire d'envergure par l'Indonésie au Timor oriental a permis de percevoir à jour l'ambition de l'Indonésie d'annexer sans tarder le Timor oriental. Elle sera condamnée sévèrement par l'opinion progressiste du monde.»

Invasion marocaine au Sahara occidental

En dépit des résolutions de l'ONU et avec la complicité de l'Espagne, le roi du Maroc, Hassan II, a envoyé ses troupes envahir le Sahara occidental. Celles-ci se heurtent à une vive résistance du Front pour la libération du Sahara occidental et du Rio de Oro (F. POLISARIO). Ce dernier vient de publier un communiqué militaire lundi à Alger qui déclare :

«Les forces d'invasion marocaines ont concentré tous leurs efforts à l'occupation de Smara» et il ajoute : «Les forces colonialistes espagnoles se sont occupées, par l'intermédiaire de leurs hélicoptères, à des missions de reconnaissance pour orienter les forces d'agression et leur faire éviter les embuscades de l'armée populaire de libération.»

Le F. POLISARIO indique qu'il lance une série d'attaques contre les «forces d'invasion dans le nord de Smara, leur infligeant des pertes sévères en hom-

mes et en matériel», et que «des hélicoptères espagnols sont venus à la rescousse des forces d'invasion en acheminant les blessés vers l'hôpital de Smara.»

L'exode de la population saharouie de El Ayoune vers le désert et l'intérieur du territoire du Sahara occidental se poursuit au fur et à mesure de l'implantation de l'administration marocaine.

La majorité des représentants à l'assemblée locale, la Djemaa, qui avaient pris position en faveur de l'indépendance du Sahara occidental, sont partis en Algérie. Les Saharouis quittent El Ayoune par convois, emportant leurs meubles.

Pendant ce temps, trois cent membres de la police secrète marocaine sont arrivés pour préparer une visite d'Hassan II. Les colonialistes espagnols préparent la dernière phase de leur départ, en étroite relation avec les occupants marocains.